

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2025

Eclósio
L'ONG DE L'UNIVERSITÉ DE LIÈGE

Uoopia
L'ONG DES UNIVERSITÉS

ÉDITO

C'est sous un beau soleil printanier que je prends la plume, un bon présage pour ce dernier édito au nom d'Eclosio. Une page se tourne en effet : après une longue période de discussions et de travail, Eclosio et ULB-Coopération ont uni leurs forces pour créer, avec l'apport essentiel de l'ULiège, de l'ULB et de l'UMONS, Ucoopia, la première ONG interuniversitaire !

Cette naissance marque un tournant. On ne peut nier que les évolutions rapides du monde de la coopération ont joué un rôle dans le rapprochement entre nos ONG. Le désinvestissement de certains bailleurs publics pèse sur le secteur, comme d'ailleurs la réorientation des financements vers de nouvelles thématiques. Tout ceci n'est pas sans rendre le travail des ONG plus difficile. Dans ce contexte, une ONG pouvant s'appuyer sur une palette étendue d'expertises et le soutien de plusieurs universités a tout son sens.

Au-delà de ces facteurs externes, l'alliance entre nos ONG est aussi, et surtout, née d'une conviction partagée : le travail de coopération est rendu plus fort encore par les échanges avec la communauté universitaire. Que ce soit en amont, lorsqu'un projet est réfléchi, ou en aval lorsqu'il s'agit de valoriser des résultats, l'apport des chercheurs peut faire grandir un projet – tout comme la collaboration à un projet de coopération peut inspirer et même donner des ailes aux chercheurs ! C'est dès lors avec beaucoup d'enthousiasme qu'Ucoopia se veut être le relais dans le monde de la coopération de l'expertise universitaire.

C'est fort d'une expérience réussie de collaboration intense que nos deux ONG unissent leurs forces : les deux programmes DGD des dix dernières années, menés sous la bannière d'Uni4Coop, ont montré toutes les potentialités d'un travail en commun. Ils ont aussi permis aux membres des équipes d'apprendre à se connaître et de nouer des liens déjà forts.

Je sais que des vents contraires continueront à souffler sur le monde de la coopération dans les années à venir. Je sais aussi qu'il faudra de la ténacité et de l'intelligence pour affronter les nombreux défis qui s'annoncent. Je suis pleinement confiant qu'Ucoopia, fort du soutien de ses trois 'marraines' universitaires, est solidement équipée pour contribuer à construire un monde où chacun peut vivre dignement et en toute liberté.

Longue vie à Ucoopia !

Patrick Wautelet, ex-Président d'Eclosio et Président élu d'Ucoopia

SOMMAIRE

Ucoopia : dans les coulisses de la fusion	3
Eclosio : retour sur 40 ans d'actions et de collaborations	4-5
Nos collaborations universitaires	6-7
Eclosio en chiffres-clés	8
Zoom sur nos projets	9
Sénégal	10-11
Bénin	12-13
Guinée	14-15
Pérou	16-17
Bolivie	18-19
Cambodge	20-21
Belgique	22-23
Rapport financier	24
Stagiaires et volontaires	25
Ucoopia, membre du Consortium Uni4Coop	26-27



Formation de monitrices à la fabrication de foyers de cuisson améliorés, dans le cadre du projet AGRI-VERT, à Gnougouya (Kindia) en Guinée.

DANS LES COULISSES DE LA FUSION

Après 8 ans de programme commun, Eclosio et ULB-Coopération franchissent un cap et décident de ne faire qu'un. L'Université de Mons embarque également dans l'aventure. Derrière cette décision, un objectif clair : renforcer la cohérence de nos actions, consolider notre positionnement et accroître notre impact, tout en assumant la complexité juridique, organisationnelle et humaine d'une telle transformation.

Très vite, les équipes se mobilisent, partagent leurs pratiques, échangent, imaginent la suite. Les organes de gouvernance esquissent des choix structurants. En mai, une journée de mise au vert permet de se retrouver autrement : on apprend à mieux se connaître, on tisse des liens, loin des bureaux et des urgences du quotidien.

La machine est en marche et côté communication, un défi important se dessine : trouver un nom pour notre future ONG, lui créer une identité forte, à laquelle chaque employé-e, sur les terrains comme en Belgique, pourra s'identifier. Les équipes sont consultées, chacun-e donne son avis, ses idées. En septembre 2024, le choix est fait : ce sera Ucoopia ! L'annonce aux équipes a lieu lors d'une semaine d'atelier stratégique réunissant une soixantaine de collègues, membres et représentant-es de nos trois universités partenaires.

Ensuite, tout s'accélère. En parallèle de l'identité visuelle, les grands chantiers se structurent : aligner des portefeuilles de projets construits de manière autonome,



Laurence Ris, vice-rectrice aux relations, mobilités et coopérations internationales de l'UMONS et membre de l'organe d'administration d'Ucoopia, ouvre la rencontre entre les deux institutions en septembre 2025.

organiser les équipes, définir une stratégie de financement commune et un cadre éthique partagé, faire converger systèmes informatiques et financiers, et préciser un modèle de gouvernance entre ONG et universités... Dans tous nos pays d'action, chacun-e contribue à ces transformations.

En coulisses, les discussions se poursuivent avec nos conseils d'administration, nos universités-mères, nos partenaires et bailleurs. Les implications juridiques, organisationnelles et financières sont analysées et validées. En juin 2025, les assemblées générales d'Eclosio et d'ULB-Coopération valident le processus vers la fusion, la campagne de com' peut être lancée ! En octobre, l'UMONS ouvre de nouvelles perspectives de collaboration, notamment avec le laboratoire de Biologie marine à Madagascar.

Puis vient la dernière ligne droite : mise en place du futur organigramme, déploiement des systèmes comptables et informatiques, aboutissement des démarches juridiques et administratives, sécurisation de la gestion des projets et création du site internet et des supports de communication. Le rythme est intense, mais les équipes s'accrochent.

Janvier 2026 : Ucoopia naît, et les événements de lancement fleurissent dans plusieurs pays. Mais le travail ne s'arrête pas là : consolider les acquis, stabiliser les dispositifs, renforcer les partenariats.

Derrière cette fusion, il y a 170 collègues sur quatre continents qui ont traversé des moments de doute et de joie, de fierté et de fatigue, de construction et de remises en question. Ucoopia est aujourd'hui une fierté partagée : celle d'avoir fait de notre ambition une réalité.



Premier atelier stratégique Eclosio-ULB-Coopération, septembre 2024.

Ucoopia
Avenue F.D. Roosevelt 50,
CP266, 1050 Bruxelles
+ 32 2 650 61 00
info@ucoopia.org
www.ucoopia.org

Éditeur responsable :
Patrick Wautelet
Textes & photos :
Ucoopia

Ce rapport d'activités a été
imprimé sur papier recyclé FSC
par Drifosett Printing.

Cette publication peut
être reproduite et diffusée
gratuitement sauf à des fins
commerciales

Photo de couverture : Kuon
Khom, maître-agricultrice au sein
de la coopérative Samaki Brasat
Tangkrasang dans la province de
Kampong Thom au Cambodge

FSC
www.fsc.org
MIXTE
Papier | Pour une
gestion forestière
responsable
FSC® C222075

ECLOSIO : RETOUR SUR 40 ANS

D'ACTIONS ET DE COLLABORATIONS



Création de l'asbl **UniverSud-Liège**, à l'initiative de quelques professeurs de l'Université de Liège. Pendant plus de 30 ans, UniverSud-Liège a développé des projets en santé, agriculture, éducation,... dans plusieurs pays du monde, ainsi que des activités d'Éducation Citoyenne auprès de la communauté universitaire liégeoise.



Création d'Aide au Développement Gembloux (initialement nommée « Communauté Agronomique Gembloutoise au Service du Tiers-Monde », à l'initiative de la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux.



Le projet « Alianza Agrícola Ancash », premier projet mené par ADG au Pérou.

Lancement du premier projet au Pérou, en appui aux agriculteurs-trices de la région d'Ancash. Peu de temps après, ADG lance également ses activités au Cambodge.

Organisation des premières éditions des Équitables, un moment de rencontre entre producteur-rices et citoyen-nés.



ADG organise des premières activités d'Éducation Citoyenne envers la communauté universitaire, les étudiant-es des hautes écoles en agronomie, ainsi qu'auprès de la population gembloutoise. L'ONG est également reconnue comme organisation d'Éducation permanente.



ADG et UniverSud-Liège fusionnent pour donner naissance à Eclósio, qui devient officiellement l'ONG de l'Université de Liège.



Le 1er janvier 2026, Ucoopia voit officiellement le jour. Soutenue par ses trois universités fondatrices – l'ULiège, l'ULB et l'UMONS –, Ucoopia devient ainsi la première ONG interuniversitaire d'Europe, symbole d'un engagement académique commun au service du développement durable et de la coopération internationale.

1978

1986

1987

ADG est agréée comme ONG de développement par la coopération belge. Elle lance son premier projet au Rwanda l'année suivante ainsi que quelques actions ponctuelles dans l'urgence humanitaire.

Le projet Dayabi, premier projet d'ADG, visait à améliorer la production de pommes de terre dans le nord du Rwanda.



1997

1998

Premier stage de formation en Belgique destiné aux professionnel-les de la coopération au développement des pays « du Sud ». Plus de vingt éditions de ce stage suivront.

2004

2005

ADG est agréée comme partenaire du Fonds Belge de Survie (FBS) et lance un ambitieux programme de soutien à des coopératives agricoles au Sénégal. En 10 ans, celui-ci a permis de toucher plus de 400.000 personnes, soit 6% de la population rurale sénégalaise.

2008

2009

Reconnaissance d'ADG comme « ONG programme » par la Coopération belge.

2011

2016

Création du Consortium Uni4Coop avec les trois autres ONG universitaires francophones de Belgique (ULB-Coopération, Louvain Coopération et la FUCID). L'année suivante, le premier programme quinquennal (2017-2021) est lancé, avec des actions en santé, agriculture, entrepreneuriat et Éducation Citoyenne dans 12 pays du monde.



2018

2022

Lancement du deuxième programme quinquennal d'Uni4Coop (2022-2026).

2026

2024

Portées par une vision et des méthodologies de travail communes, Eclósio et ULB-Coopération entament le processus de fusion pour donner naissance à une ONG unique. L'Université de Mons (UMONS) rejoint rapidement l'initiative. Les premiers ateliers stratégiques réunissent, quelques mois plus tard, des membres des deux ONG et des trois universités.

NOS COLLABORATIONS UNIVERSITAIRES

En 2025, Eclósio a renforcé sa dimension universitaire ainsi que ses partenariats avec le monde académique. Cette dynamique s'est déployée auprès de l'ULiège, mais aussi avec des institutions universitaires présentes dans les différents pays d'intervention. À travers cette démarche, Eclósio réaffirme son engagement à collaborer étroitement avec les communautés académiques, en favorisant le dialogue, l'identification d'opportunités et la mise en œuvre de projets communs à fort impact, en cohérence avec les visions et missions de chacun-e.



BELGIQUE

Suite à la dynamique de plaidoyer académique engagée à Gembloux en 2024, Eclósio a poursuivi sa collaboration avec le **Pôle Académique de Namur**, la faculté de **Gembloux Agro-Bio Tech**, la **FUCID** (l'ONG de l'UNamur) et le **Cercle International des Étudiants (CIE)** autour des questions interculturelles sur nos campus.

Suite à différents témoignages mentionnant des discriminations raciales et une difficulté à inclure les étudiant-es internationaux au sein de différents établissements d'enseignement supérieur de la province de Namur, un cycle d'ateliers sur l'interculturalité a été organisé. En février 2025, 45 étudiant-es ont ainsi participé à une première formation co-animée par l'équipe d'éducation citoyenne d'Ucoopia et la Fucid. Face à l'enthousiasme des participant-es, un atelier sera proposé aux enseignant-es et membres du personnel en 2026, accompagné d'un kit interculturel pour renforcer leurs actions pour des campus inclusifs.

En septembre, Eclósio, en collaboration avec le CIE et l'Assemblée Générale des étudiant-es, a également proposé pour la première fois à Gembloux une après-midi de rencontre interculturelle, lors de l'accueil des étudiant-es en Master passerelle. Ce fut une première étape importante dans le cadre d'une longue réflexion avec le service des affaires étudiantes de la faculté portant sur les enjeux de bien-être et d'antiracisme dans l'accueil de ces étudiant-es démarrant un cycle en Belgique.



Atelier sur l'interculturalité organisé avec le Pôle Académique de Namur.



BÉNIN

En 2025, Eclósio a développé plusieurs collaborations structurées avec des universités et partenaires académiques au Bénin et à l'international.

Eclósio collabore ainsi avec le **Laboratoire de Recherche sur l'Innovation pour le Développement Agricole (LRIDA)** de l'**Université de Parakou**, qui accompagne notre ONG dans le processus de capitalisation du projet ProSAD. Ensemble, nous avons également expérimenté un dispositif de croisement des savoirs autour de l'outil TAPE de la FAO, qui permet d'évaluer les performances de l'agroécologie. Cette expérience nous a permis d'analyser les conditions qui favorisent un dialogue entre savoirs scientifiques et savoirs paysans, afin de permettre aux producteur-rices de partager leurs expériences, de les confronter collectivement et d'enrichir les connaissances. De nombreuses collaborations ont également eu lieu dans le cadre des Projets de Recherche et de Développement (PRD). Ainsi, le **LRIDA** est impliqué dans le recrutement de doctorant-es et la co-construction d'un modèle d'approvisionnement des cantines scolaires pour le projet **MALDUCS**. Pour le projet « Variétés performantes de patate douce à chair orange au Bénin (PDCO) », Eclósio a collaboré avec la **Haute École Provinciale de Hainaut-Condorcet (HEPHC)** et l'**Université de Parakou**, afin de recruter les technicien-nés et de mobiliser les producteurs-trices impliqués dans les Champs-Écoles Paysans. Eclósio contribue également au projet « Développement des usages productifs de l'électricité dans les mini-réseaux solaires ruraux », en renforçant les capacités d'entrepreneur-es et en accompagnant l'élaboration de leurs plans d'affaires. Avec l'**École supérieure d'agro-développement international (ISTOM)**, Eclósio a notamment organisé un atelier de formation pour ses technicien-nés et contribué à l'orientation des Formations continues du projet PReFoSyC. Enfin, le **Forum des Savoirs Croisés (FoSaC)**, organisé par Eclósio, a mobilisé plusieurs chercheurs de l'**Université d'Abomey-Calavi**, dans l'animation de panels autour des enjeux de transition agroécologique et de systèmes alimentaires durables.



BOLIVIE

En Bolivie, Eclósio collabore dans le cadre d'un projet mis en œuvre par le **Vlaamse Interuniversitaire Raad (VLIR)**, avec l'**Universidad Mayor de San Simón de Cochabamba**. Le projet vise à consolider un réseau communautaire d'apprentissage et de recherche sur la gouvernance et la gestion territoriale durables.



CAMBODGE

Au Cambodge, la **Faculté d'économie agricole et de développement rural de l'Université royale d'agriculture (RUA)** a été sollicitée pour la collecte de données dans le cadre de la thèse de doctorat de Chanmony Sean. Au cours de ce processus, cinq étudiant-es ont pu se familiariser avec les différentes pratiques d'agroécologie, notamment la riziculture biologique dans la province de Preah Vihear. En septembre et octobre, Zoé Paliga, étudiante stagiaire à l'**ULB**, a réalisé une étude en collaboration avec un stagiaire local d'**ECOLAND**. Celle-ci visait à recenser les bonnes pratiques en matière de protection sociale mises en œuvre par trois coopératives de la province de Takeo, à analyser les principaux défis rencontrés par ces structures et formuler des recommandations permettant à notre ONG de renforcer son appui aux coopératives.



GUINÉE

En Guinée, une convention-cadre a été signée en 2025 avec l'**Université Général Lansana Conté de Sonfonia Conakry**, la plus grande université guinéenne des sciences sociales et humaines. Des propositions de collaborations concrètes voient progressivement le jour, notamment avec le Professeur Moustapha Diop, Doyen de la Faculté des sciences sociales et humaines. Celui-ci a ainsi été invité à faire partie du comité scientifique du projet WASOP (West Africa Sustainable Ocean Programme), qui vise à améliorer l'utilisation durable et intégrée des ressources océaniques dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest. Des collaborations régulières sont en outre mises en place avec l'**Institut de Recherche en Environnement de Guinée (IREG)**, dans le cadre de l'outcome mangroves mis en œuvre au sein d'Uni4Coop.



PÉROU

Au Pérou, le projet **SAMA**, mené conjointement avec l'**Universidad Nacional Santiago Antúnez de Mayolo (UNASAM)** et l'**Université de Reading** au Royaume-Uni, s'est achevé mi-2025. La collaboration avec l'UNASAM a notamment permis d'effectuer le suivi hydrologique de sources, de marécages et autres écosystèmes fragiles qui ont bénéficié d'actions de protection dans le cadre du projet. Eclósio a également travaillé avec l'**Universidad Nacional**

San Antonio Abad de Cuzco (UNSAAC), en formant 25 enseignant-es à la recherche-action participative, afin de favoriser l'intégration de cette approche dans leurs activités scientifiques. Forts du succès de cette première initiative, les partenaires ont décidé de reconduire l'expérience en 2026 et 2027.



SÉNÉGAL

En 2025, Eclósio a renforcé son ancrage académique au Sénégal à travers des collaborations universitaires dynamiques, au service de la formation, de la recherche appliquée et de l'innovation en agroécologie. Trois étudiant-es de l'**Université de Liège** ont été accueilli-es sur le terrain pour leurs stages de Master 1 et travaux de fin d'études, contribuant à la production de connaissances sur les Champs-Écoles Paysans et l'insertion socio-économique des jeunes. Dans le cadre du projet BioMicNet (ARES), un étudiant de la **Haute École de la Province de Namur** a également mené une recherche socio-économique sur la diffusion de l'inoculum.

Au niveau national, Eclósio a encadré de nombreux mémoires issus des principales universités sénégalaises (**USSEIN**, **UASZ** et **UCAD**). La collaboration avec l'**USSEIN** s'est d'ailleurs illustrée à travers l'organisation de trois séries de stages collectifs mobilisant 24 étudiant-es. Ces dernier-es ont évalué les niveaux de transition agroécologique et l'intégration des chaînes de valeur vertes des groupements féminins du projet PAFIV, contribuant ainsi à l'éligibilité des bénéficiaires à un mécanisme financier incitatif appelé « Paiement pour Services Environnementaux (PSE) ». Notons également un partenariat avec l'**Université de Ziguinchor (UASZ)**, qui a permis de former 13 participant-es (8 étudiant-es et 5 agents du projet Kasofor) à l'outil SHARP de la FAO, destiné à évaluer la résilience des exploitations agricoles. Cette formation a renforcé les compétences en collecte, analyse et interprétation de données pour une meilleure prise de décision.



Formation à l'outil SHARP avec l'UASZ



Marché de producteurs agroécologiques à Huaraz (projet SAMA).

ECLOSIO EN CHIFFRES CLÉS



41.364

Eclosio soutient de manière directe plus de 40.000 personnes à travers le monde



99

Eclosio travaille en étroite collaboration avec 99 partenaires locaux



18

stagiaires et volontaires ont aidé Eclosio à mener à bien ses actions en 2025



85,7 %

des ressources sont affectées aux projets, soit un budget de 4.912.511 € (chiffres 2025)



10 €

Grâce au soutien de nos bailleurs institutionnels, chaque euro versé permet de mobiliser jusqu'à 10 € pour nos actions



45

projets dans 7 pays d'intervention (Belgique, Bénin, Bolivie, Cambodge, Guinée, Pérou, Sénégal)



102

Une équipe de 102 salarié·es, dont 83 sont des employé·es nationaux sur le terrain



152

personnes ont participé aux 11 formations données par le personnel du siège d'Eclosio en Belgique



1.087

personnes ont participé aux activités d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) en Belgique

ZOOM SUR NOS PROJETS



NOS THÉMATIQUES D'ACTION :



Systèmes alimentaires durables et gestion des ressources naturelles



Formation et insertion socioprofessionnelle



Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire & Éducation Permanente

Dans les pages suivantes, nous avons le plaisir de vous présenter quelques projets et thématiques phares qui illustrent concrètement la manière dont nous appliquons nos thématiques de travail sur le terrain, avec nos partenaires locaux. Sur notre site internet ucoopia.org, vous trouverez une description de l'ensemble de nos projets en cours et passés.

SÉNÉGAL

24.591
BÉNÉFICIAIRES

13
PROJETS

32
PARTENAIRES

1.824.381 €
DE BUDGET



Les producteurs et productrices de Keur Maba fabriquent du compostage Bokashi.

ACCOMPAGNER L'AGRICULTURE SÉNÉGALAISE VERS UNE TRANSFORMATION SYSTÉMIQUE DURABLE

Dans le bassin du Sine-Saloum, au centre du Sénégal, les systèmes agricoles étaient confrontés à de nombreux défis : des rendements insuffisants pour couvrir les besoins des ménages et un accès limité au conseil agricole. Dans ce contexte, une dynamique nouvelle s'est progressivement mise en place, portée par les producteurs eux-mêmes : celle d'une agriculture saine, structurée et durable.

Grâce à l'approche des Champs-Écoles Paysans (CEP) et à l'adoption de pratiques agroécologiques, l'augmentation significative des rendements sur la culture du mil, du sorgho, du maïs, de l'arachide et du sésame est devenue une réalité dans le bassin arrachidier.

Cette dynamique appelée **Gungé Mbay**, qui signifie « accompagner l'agriculture », s'inscrit dans une logique de transformation systémique de l'agriculture au Sénégal, alignée avec la vision Sénégal 2050. Financé par l'Union européenne via Enabel et à travers le FNDASP comme maître d'œuvre, ce projet a été mis en œuvre par le consortium Eclosio-RESOPP-SYMBIOSE dans 25 communes des départements de Foundiougne, Nioro du Rip et Kounghoul. Dès son lancement, il s'était fixé des objectifs clairs : **augmenter les rendements de 25 % et les revenus des producteurs-rices de 20 %**.

UNE APPROCHE AGROÉCOLOGIQUE CO-CONSTRUITE

Le projet repose sur une intensification agroécologique, co-construite avec les producteurs-rices et résumée par l'expression locale : « *bay lou touti am lou mbeuri* » (« *cultiver sur peu d'espace et obtenir de hauts rendements* »). Elle combine le renforcement de capacité, le coaching, l'utilisation de fertilisants organiques et un usage raisonné d'intrants chimiques. L'objectif est double : **optimiser les coûts tout en préservant durablement les sols**.

UN DISPOSITIF STRUCTURÉ DE CONSEIL AGRICOLE DE PROXIMITÉ

La mise en œuvre opérationnelle repose sur un dispositif solide de conseil agricole de proximité, structuré autour de **372 Champs-Écoles Paysans (CEP)**. Ces espaces constituent de véritables lieux d'apprentissage, d'expérimentation et de diffusion des innovations.

La performance du projet repose sur un dispositif technique intégré, combinant expertises techniques et ancrage territorial des porteurs.

Ce socle d'expertise du consortium est relayé sur le terrain par **un chef de projet, 3 superviseurs départementaux, 25 animateurs relais et un réseau de 372 producteur-rices leaders**. Au total, **10.050 producteur-rices**, organisés en groupes de 25 à 30 personnes par CEP ont ainsi pu être directement accompagnés.

Cette organisation a permis une diffusion rapide et ancrée des pratiques, un apprentissage collectif adapté aux réalités locales, et une forte appropriation par les organisations paysannes.



Les femmes de Saly Escal font de l'analyse agro-écosystémique dans leur Champs-École Paysan de mil

Le dispositif est renforcé par des mécanismes incitatifs, notamment la mise à disposition d'intrants via des subventions et crédits revolving, garantissant la pérennisation de l'accès aux intrants.

DES IMPACTS TANGIBLES SUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Sur le terrain, les effets du projet sont concrets et significatifs :

- amélioration des rendements et de la productivité,
- meilleure maîtrise des coûts de production,
- renforcement des dynamiques collectives autour des Champs-Écoles Paysans, qui sont devenus de véritables espaces d'échange et de valorisation des savoirs locaux.

DES EFFETS STRUCTURANTS DANS LES TERRITOIRES

Au-delà des performances productives, Gungé Mbay a produit des effets structurants dans les territoires. Le projet a favorisé :

- le renforcement des synergies entre organisations paysannes, services techniques, collectivités territoriales et autorités administratives.
- la consolidation du rôle central des organisations de producteurs dans la diffusion des innovations et l'accompagnement des exploitations agricoles familiales.

UN MODÈLE REPRODUCTIBLE ET PORTEUR D'AVENIR

Aujourd'hui, le projet Gungé Mbay s'impose comme une référence opérationnelle en matière d'intensification agroécologique basée sur le conseil de proximité.

Son modèle, fondé sur les Champs-Écoles Paysans, la complémentarité des expertises et un fort ancrage territorial, offre des perspectives solides de passage à l'échelle. Il constitue un levier stratégique pour accompagner le Sénégal vers des systèmes agricoles **plus productifs, durables et inclusifs**.

“ Le projet Gunge Mbay a rapporté une quantité considérable de subventions en nature, d'un équivalent de 1.800.000 FCFA¹, remises à notre coopérative « Yakhanaal ». [...]. Ces dotations en intrants agricoles sont destinées à 200 bénéficiaires à titre d'expérimentation et sous forme de crédit remboursable à notre coopérative en nature. Ces remboursements ont généré, pour la coopérative, 12 tonnes de produits agricoles estimés à 3.800.000 FCFA². Ce crédit a facilité la mobilisation des producteurs autour des activités du Champ-École Paysan. Le projet a favorisé directement la transition vers des pratiques agris durables de plus de 500 producteurs de notre organisation tout en nous laissant un fond afin de continuer à appuyer nos membres en biofertilisant. Cela permettra de pérenniser à la fin du projet, les pratiques mises en place dans les Champs-Écoles Paysans. ”

Matar Diop, producteur à Keur Sabassy dans la commune de Nioro Alsanne Tall, département de Foundiougne

1 Environ 2.745 €
2 Environ 5.793 €

DES RÉSULTATS SUPÉRIEURS AUX OBJECTIFS FIXÉS EN DÉBUT DE PROJET :

- + 80 % d'augmentation moyenne des rendements (objectif initial : 25 %)
- + 50 % d'augmentation moyenne des revenus agricoles (objectif initial : 20 %)

Ces résultats contribuent directement à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience économique des ménages, tout en réduisant la dépendance aux intrants chimiques, qui deviennent de plus en plus inaccessibles et chers.

BÉNIN

5.792
BÉNÉFICIAIRES

12
PROJETS

5
PARTENAIRES

856.962 €
DE BUDGET



CROISER LES SAVOIRS POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE AU BÉNIN

Au Bénin, les systèmes alimentaires sont confrontés à des défis majeurs liés à l’usage intensif des pesticides, affectant la santé des producteur·rices, des consommateur·trices et des écosystèmes. Face à ces enjeux, le **Forum des Savoirs Croisés (FoSaC)** a réuni acteurs scientifiques, producteurs et décideur·euses pour co-construire des solutions agroécologiques durables.

UN ESPACE INÉDIT DE DIALOGUE ENTRE SCIENCE, TERRAIN ET POLITIQUES

Organisé à Grand Popo, le FoSaC s’impose comme une **initiative innovante** de dialogue multi-acteurs autour des systèmes alimentaires durables et de l’approche One Health. Il a permis de réunir producteur·rices, chercheur·euses, institutions publiques, ONG, jeunes entrepreneur·es et consommateur·trices autour d’un objectif commun : **construire une agriculture sans pesticides**.

Ce Forum, organisé dans le cadre du **projet InESAD**, est le fruit d’une collaboration entre Eclasio et Enabel, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International, LuxDev et l’Union européenne.

À travers des panels, ateliers participatifs et échanges ouverts, le forum a favorisé la mise en commun de savoirs scientifiques et de connaissances locales, souvent fragmentés dans les approches classiques.

Cette dynamique a permis de faire émerger des solutions concrètes, adaptées aux réalités du terrain.

DES CONSTATS PARTAGÉS : UNE URGENCE SANITAIRE ET ENVIRONNEMENTALE

Les discussions ont mis en évidence les effets préoccupants de l’agriculture conventionnelle : dégradation des sols, pollution des eaux, perte de biodiversité, mais aussi les impacts directs sur la santé humaine.

Les producteur·rices, en première ligne, sont particulièrement exposé·es. Les consommateur·trices, quant à eux, subissent une contamination progressive à travers l’alimentation. Ce constat partagé a renforcé la nécessité d’une transition vers des **pratiques agroécologiques**.

L’AGROÉCOLOGIE COMME LEVIER ONE HEALTH

Le FoSaC a permis de démontrer que l’agroécologie constitue une réponse systémique aux défis actuels. En réduisant l’usage des intrants chimiques, elle améliore simultanément la santé humaine (réduction des intoxications), la santé animale (moins d’antibiotiques) et la santé des écosystèmes (restauration des sols et biodiversité).

Des pratiques concrètes ont été mises en avant : compostage, biopesticides, agroforesterie, association culturale, intégration agriculture-élevage.



DES SOLUTIONS CO-CONSTRUITES POUR TRANSFORMER LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Les ateliers ont permis d’identifier **plusieurs leviers stratégiques** :

- Renforcer la confiance producteurs-consommateurs via la certification participative et les circuits courts.
- Stimuler la demande par la sensibilisation et la valorisation nutritionnelle des produits agroécologiques.
- Mobiliser les politiques publiques, notamment à travers l’intégration des produits locaux dans les marchés institutionnels (cantines scolaires).
- Soutenir les jeunes entreprises agroécologiques, en améliorant leur accès au financement et aux marchés.

Ces recommandations ont été consolidées dans une feuille de route multi-acteurs, visant à accélérer la transition agroécologique à l’échelle territoriale.

“ Après avoir utilisé les pesticides, j’ai eu de graves problèmes de santé. Aujourd’hui, grâce aux pratiques agroécologiques, je produis autrement et je protège ma famille. On peut obtenir de bons rendements sans mettre notre vie en danger. ”

Producteur participant au FoSaC

DES RÉSULTATS PROMETTEURS ET UNE DYNAMIQUE À AMPLIFIER

- +50 participant·es issu·es de différents secteurs
- 3 panels thématiques et plusieurs ateliers participatifs
- Une feuille de route collective validée par les acteurs
- Des dizaines de recommandations opérationnelles pour les politiques publiques et pratiques agricoles

Au-delà des chiffres, le FoSaC a surtout permis de créer une **dynamique collective** et une prise de conscience partagée.

VERS UNE TRANSFORMATION DURABLE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES

Le FoSaC ne constitue pas une fin en soi, mais le point de départ d’un processus de transformation. En renforçant les synergies entre acteurs et en valorisant les savoirs croisés, il contribue à faire de l’agroécologie un pilier central des politiques alimentaires au Bénin.

L’enjeu désormais est de passer de la réflexion à l’action, en accompagnant les producteur·rices, en structurant les marchés et en consolidant les cadres institutionnels.

LA TRAJECTOIRE CROISÉE. UN MOMENT STRUCTURANT POUR L’ACTION COLLECTIVE

La TraC, un moment structurant pour l’action collective : En 2025, l’initiative Trajectoire Croisée (TraC) a constitué un moment clé de co-construction stratégique au sein de l’équipe d’Eclasio au Bénin. Elle a permis d’aligner le personnel autour d’une vision partagée, d’identifier les leviers de transformation. Ce processus participatif a renforcé la cohérence des interventions, tout en posant les bases d’un pilotage orienté résultats et apprentissages, au service de systèmes alimentaires durables et inclusifs.





GUINÉE



1.300
BÉNÉFICIAIRES



4
PROJETS



9
PARTENAIRES



711.570 €
DE BUDGET



FORMER À L'APICULTURE : UNE DÉMARCHE CLÉ POUR PROTÉGER LES RESSOURCES NATURELLES ET AMÉLIORER LES REVENUS DES COMMUNAUTÉS

En décembre 2024, Ucoopia a lancé, avec l'appui financier d'Enabel, le projet « Agriculture et gestion des ressources intégrées, pour une vision environnementale responsable et transversale » (AGRI-VERT). Ce projet, déployé en Basse et Moyenne Guinée, dans les régions de Kindia et Mamou, s'inscrit dans un contexte agricole à fort potentiel mais marqué par de nombreux défis.

La Guinée possède des écosystèmes riches, favorables à une agriculture diversifiée. Cependant, une part importante de sa population est confrontée à l'insécurité alimentaire, particulièrement dans les régions ciblées par le projet. Le secteur agricole fait en effet face à d'importants défis, notamment la dégradation des sols, l'absence de planification territoriale et la persistance des pratiques agricoles nuisibles à l'environnement.

Pour inverser cette tendance, le **projet AGRI-VERT**, mené avec le Réseau Guinéen Traction Animale et Développement Intégré (RGTA-DI), vise à promouvoir la gestion des ressources naturelles et à encourager la transition agroécologique, en renforçant les capacités des acteurs locaux.

L'APICULTURE, UN LEVIER CLÉ DE L'ÉCONOMIE VERTE

Pour y parvenir, l'une des actions phares mises en œuvre consiste à **former les groupements locaux en apiculture**, considérée comme une activité à fort potentiel économique et environnemental. L'apiculture présente en effet de nombreux avantages : au-delà de la production de miel et de cire, elle

contribue directement à polliniser les cultures et ainsi à préserver les écosystèmes et améliorer la sécurité alimentaire des populations.

C'est dans ce contexte que le **renforcement des capacités** a été initié pour servir de support fondamental pour le développement des activités en apiculture. Ainsi, la formation, à la fois théorique et pratique, a permis de doter les participant-es de capacités grâce à une maîtrise des **techniques modernes** d'élevage des abeilles et de production apicole.

La phase théorique de la formation a rassemblé **40 participant-es**, venu-es de 20 localités des régions de Kindia et Mamou. Elle a abordé les connaissances fondamentales sur l'apiculture, notamment : la biologie des abeilles, l'organisation d'une colonie, les différents types de ruches (traditionnelles et modernes), ainsi que les techniques de gestion et de suivi des ruchers. Les participant-es ont également pu apprendre les notions clés liées à l'alimentation, à la reproduction, aux maladies et aux prédateurs des abeilles.

La formation s'est ensuite poursuivie par une phase pratique. À travers des démonstrations sur le terrain, les participant-es ont pu apprendre comment installer les ruches, capturer les



essaims et entretenir le rucher. Une initiation a également été réalisée sur les différentes techniques de récolte et de transformation des produits apicoles telles que le miel et la cire. Enfin, une attention particulière a été portée aux mesures de sécurité et à l'utilisation des équipements de protection.

DES IMPACTS CONCRETS ET DURABLES POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

Grâce à cette formation, les participant-es ont pu développer des compétences techniques et entrepreneuriales solides, qui leur permettront de créer une activité génératrice de revenus, favorisant l'autonomie économique de leurs ménages. Cette initiative participe également à la **gestion durable des ressources naturelles** en contribuant à la préservation de la biodiversité, notamment grâce au rôle essentiel des abeilles dans la pollinisation.

UNE ACTION INSCRITE DANS UNE VISION TERRITORIALE DURABLE

La formation en apiculture illustre concrètement l'approche intégrée d'AGRI-VERT, qui combine **développement économique, protection de l'environnement et renforcement des capacités locales**.

Aux côtés d'autres actions du projet, telles que la promotion de l'agroforesterie, la conservation des sols, la gestion de l'eau, l'élevage durable ou encore la sensibilisation des populations, elle contribue à bâtir des **systèmes agricoles plus résilients et durables**, tout en offrant de nouvelles perspectives économiques aux populations de Kindia et Mamou.

LE GROUPE DE TRAVAIL MANGROVE. UN ESPACE DE CONCERTATION POUR UNE PROTECTION INTÉGRÉE DES ÉCOSYSTÈMES DE MANGROVES EN GUINÉE

Dans le cadre de sa démarche de concertation multi-acteurs, Ucoopia Guinée, en collaboration avec les acteurs de la conservation, a organisé l'atelier technique du Groupe de Travail Mangrove de Guinée. Cet événement, qui s'est tenu les 15 et 16 décembre 2025 à Dubréka, visait à renforcer une dynamique collective déjà engagée, en offrant un cadre national d'échanges techniques et de planification stratégique dédié à la préservation durable des mangroves.

L'atelier a réuni 68 acteurs clés autour d'une vision commune pour la préservation des mangroves. À travers l'élaboration d'une cartographie, d'un plan d'actions et d'une stratégie de plaidoyer, ils ont constitué une base solide pour renforcer la coordination et agir plus efficacement sur le terrain. Cette dynamique collaborative témoigne d'une volonté partagée de répondre aux défis écologiques et sociaux, en favorisant une action concertée, inclusive et orientée vers des résultats concrets.

MOMENT
FORT
2025





Une productrice agroécologique d'Aija (Ancash, Pérou) sélectionne des plants du tubercule oca du Pérou pour les semailles et la commercialisation.

RECHERCHES COLLABORATIVES ENTRE ORGANISATIONS BOLIVIENNES ET PÉRUVIENNES PARTENAIRES DU PROGRAMME IMPULSAS D'UNI4COOP

Le consortium Uni4Coop (Louvain Coopération et Ucoopia en zone andine), qui pilote le **programme impulsAS 2022-2026 au Pérou** et en **Bolivie**, a favorisé le développement de recherches collaboratives entre partenaires dans les deux pays. Ces recherches contribuent à la mise en place de systèmes alimentaires durables face aux conséquences de la grave crise climatique, environnementale et agroalimentaire qui touche les populations rurales et périurbaines les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. La collaboration entre partenaires et le dialogue avec les familles et les communautés agricoles ont été essentiels, permettant de tirer des enseignements et de partager les expériences acquises afin de trouver des solutions communes.

AU PÉROU - CULTIVER L'INCERTITUDE : ADAPTATION DES SYSTÈMES AGRICOLES ANDINS FACE AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Dans les Andes, les familles andines vivant en haute altitude et dépendant de l'agriculture familiale sont confrontées à des problèmes liés aux conséquences du dérèglement climatique, qui entraînent des pertes économiques et de récoltes, et aggravent la faim et la malnutrition. La population rurale représente 48 % de la pauvreté et 82 % de l'extrême pauvreté. Dans ce contexte, 32 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 12 % de maladies diarrhéiques aiguës.

Cinq partenaires du programme ont mené une recherche collaborative pour recueillir les points de vue des agriculteur-rices et identifier leurs stratégies d'adaptation face aux risques liés aux semences et à la sécurité alimentaire, dans un contexte d'incertitude climatique pour l'agriculture familiale andine.

Plus de 90 % des agriculteur-rices d'Ancash décrivent ainsi un climat différent de celui qu'ils ont appris de leurs aînés. Ils racontent : « *Il ne pleut plus comme avant, nous n'avons donc plus assez d'eau pour l'irrigation* ». À Puno, ils évoquent le froid intense : « *Le gel arrive sans prévenir ; nous perdons nos pommes de terre* ».

DES STRATÉGIES D'ADAPTATION DIVERSIFIÉES

Face à cette situation, les stratégies d'adaptation sont nombreuses, mais, avant tout, individuelles. À **Ancash**, les agriculteur-rices diversifient leurs cultures, plantent des queñuales – des arbres typiques des Andes- pour conserver l'humidité et cultivent en fonction du cycle lunaire. À **Arequipa**, iels utilisent des pétards pour se protéger de la grêle. À **Puno**, iels brûlent des végétaux pour se chauffer lors des nuits glaciales. De même, leurs stratégies s'accompagnent d'une plus grande dépendance à l'égard des insecticides, qu'ils appellent « remèdes », car, selon eux, « sans remèdes, rien ne pousse ». La plupart subissent des modifications de leur calendrier agricole ainsi qu'une baisse des rendements.



Productrices et producteurs de La Trinidad (Aija, Ancash, Pérou), partageant leurs expériences en lien avec l'agrobiodiversité.

L'accès aux semences varie quant à lui selon les régions. Si à **Ancash**, **85 %** des agriculteur-rices utilisent leurs propres semences, à **Puno**, **70 %** doivent les acheter chaque année. Cette dépendance fragilise non seulement l'économie familiale, mais aussi la diversité génétique et la résilience des systèmes de production.

Les pratiques ancestrales sont en déclin, mais ne disparaissent pas. Un agriculteur de Huata témoigne : « *Mon grand-père m'a appris à préparer la terre, quel jour semer, à lire le ciel* ».

LE RÔLE INVISIBLE DES FEMMES

Interrogé-es, la plupart des agriculteur-rices répondent que les hommes et les femmes effectuent le même travail. Les femmes accomplissent des tâches essentielles à la **sécurité alimentaire et à la résilience de la famille**, comme la sélection des semences, les soins aux animaux et l'entretien des cultures, mais sans reconnaissance. Alors qu'un homme dirait : « *Elle m'aide aux champs* », une femme dirait : « *Nous travaillons tous les deux aux champs, mais il laboure, et je prépare le déjeuner et m'occupe des cochons d'Inde* ».

S'ADAPTER AUX BESOINS DE SA FAMILLE AVANT TOUT

L'adaptation aux défis climatiques est donc bien présente, mais avec des limites : les agriculteur-rices andins réagissent avec ingéniosité, mémoire et efforts, mais iels le font seuls. La plupart ne se souviennent plus de l'institution qui leur a apporté son soutien : « *Ils sont venus nous donner des conseils une fois, mais ils ne sont jamais revenus* ». Hormis le travail des agences gouvernementales et des ONG, ils n'ont reçu aucune formation sur la gestion de l'eau, la conservation des semences ou l'agroécologie.

Au terme de cette étude collaborative, nous suggérons que les politiques publiques accompagnant l'adaptation au dérèglement climatique des familles paysannes dans les Andes partent du principe que les paysan-nes ne sont pas des bénéficiaires passifs. Ces acteurs possèdent des connaissances et expériences locales et il est indispensable qu'elles soient valorisées en fonction de chaque région.

FORUM RÉGIONAL SUR LA GESTION COMMUNAUTAIRE DE L'EAU : « VERS L'ADAPTATION ET LA RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES », HUARAZ, MAI 2025

Cette rencontre, qui s'est tenue à l'Université nationale de Huaraz UNASAM, avait pour objectif de **favoriser la réflexion et l'échange d'expériences autour de la gestion communautaire de l'eau**, en mettant l'accent sur l'adaptation et la résilience face aux dérèglements climatiques dans les hautes régions andines. L'événement a réuni des spécialistes, entre autres des représentant-es de communautés paysannes et d'organisations de base. Ensemble, ils et elles ont exploré les défis actuels liés à la gestion de l'eau sous différents angles, notamment à travers les technologies actuelles, la souveraineté de l'eau et les savoirs ancestraux. Le forum s'est conclu par la signature du **Pacte de l'eau**, un document qui formalise les engagements des participant-es à mettre en œuvre des actions favorisant une gestion durable de l'eau.



MOMENT FORT 2025



BOLIVIE



2.500
BÉNÉFICIAIRES



2
PROJETS



2
PARTENAIRES



234.973 €
DE BUDGET



Construction d'outils de gestion territoriale communale à San Buenaventura.

RECHERCHES COLLABORATIVES ENTRE ORGANISATIONS BOLIVIENNES ET PÉRUVIENNES PARTENAIRES DU PROGRAMME IMPULSAS D'UNI4COOP

Le consortium Uni4Coop (Louvain Coopération et Ucoopia en zone andine), qui pilote le **programme impulsAS 2022-2026 en Bolivie** et au **Pérou**, a favorisé le développement de recherches collaboratives entre partenaires dans les deux pays. Ces recherches contribuent à la mise en place de systèmes alimentaires durables face aux conséquences de la grave crise climatique, environnementale et agroalimentaire qui touche les populations rurales et périurbaines les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. La collaboration entre partenaires et le dialogue avec les familles et les communautés agricoles ont été essentiels, permettant de tirer des enseignements et de partager les expériences acquises afin de trouver des solutions communes.

EN BOLIVIE - GESTION DES SAVOIRS TERRITORIAUX : UNE EXPÉRIENCE CONSTRUITE LOCALEMENT

Le **programme impulsAS Bolivie** met en œuvre ses actions dans différentes zones et régions écologiques du pays, telles que Tarija, Oruro et La Paz (Mecapaca sur l'Altiplano et San Buenaventura en Amazonie). Ces territoires présentent des contextes variés, caractérisés par des réalités sociales, culturelles, économiques et environnementales propres à chacun.

Cette diversité requiert des partenaires une bonne compréhension des contextes locaux et une adaptation de leurs méthodes d'intervention afin d'agir efficacement sur chaque territoire.

Dans le cadre du programme, quatre partenaires ont participé à une étude visant à identifier des expériences significatives de gestion territoriale favorisant des systèmes alimentaires durables. L'étude s'est appuyée sur une **approche participative et un processus inclusif de co-construction des savoirs**, associant différents acteurs locaux : agriculteur-rices, autorités et institutions publiques et privées.

PERSPECTIVES ET TÉMOIGNAGES DES TERRITOIRES

Des entretiens et des échanges menés avec les communautés et les équipes techniques des organisations partenaires ont permis de mettre en évidence des liens significatifs et de mieux comprendre leurs expériences.

Les participant-es ont notamment exploré la manière dont la gestion territoriale est perçue à travers les savoirs locaux. Jesús Leal, de Buenavista, explique : « *La gestion territoriale consiste à vivre en harmonie avec la nature, à planifier le développement avec les communautés et à utiliser les ressources naturelles existantes* ». Florinda Gonzáles, une responsable de Salinas, ajoute : « *La gestion territoriale est un processus global ; il s'agit de comprendre nos ressources naturelles stratégiques afin que tous les habitants puissent définir collectivement des actions pour le développement durable de nos communautés* ».

Les programmes de renforcement des capacités des agriculteur-rices reposent sur des **approches pédagogiques** adaptées aux contextes locaux. Ils couvrent différents domaines tels que la gestion municipale, les systèmes agroforestiers, l'agriculture familiale, l'agroécologie et la production maraîchère, l'environnement, l'égalité des sexes et l'alimentation saine.



Production familiale de légumes bio sous serre à Salinas (Oruro, Bolivie).

Ces formations sont complétées par des échanges d'expériences et la participation à des foires. Ces activités renforcent les apprentissages, favorisent l'articulation entre théorie et pratique, et élargissent les perspectives des participant-es pour qu'ils et elles deviennent acteurs et actrices de leur propre développement.

LA GESTION TERRITORIALE COMME STRATÉGIE

L'étude conclut que la connaissance de la gestion territoriale au sein des familles et des communautés constitue une stratégie essentielle pour **valoriser les savoirs et les expériences** des acteurs locaux. Elle permet à la fois d'éclairer la prise de décision et d'améliorer, de manière continue et participative, la planification territoriale.

La gestion territoriale et les politiques publiques constituent un fil conducteur des actions menées par les organisations partenaires, reflétant leur solide expertise institutionnelle dans ce domaine. Cependant, au niveau communautaire, ces enjeux restent principalement maîtrisés par les autorités et certains agriculteurs influents, tandis que les connaissances demeurent peu diffusées au sein des communautés. Ce domaine mérite donc une attention particulière.

Les organisations partenaires mettent en œuvre diverses actions pour atteindre les résultats escomptés et respecter les indicateurs du programme. À cet égard, leurs expériences doivent être considérées comme des **études de cas**, illustrant concrètement leur travail auprès des communautés dans différents territoires et zones écologiques. Elles y jouent un rôle moteur dans la gestion de leurs ressources locales. Ces cas alimenteront la **systématisation finale des expériences du programme 2022-2026**.

Ces deux projets de recherche au Pérou et en Bolivie ont renforcé la **collaboration entre les partenaires**, ainsi que le **dialogue et la coordination au niveau d'Uni4Coop** notamment à travers le partage d'idées et de suggestions. Ils visent à documenter et rassembler des données probantes sur les changements, les cas concrets et les expériences susceptibles d'orienter ou de servir de base à des propositions en faveur de modèles de gestion territoriale, d'agriculture alternative et de systèmes alimentaires résilients répondant aux besoins des communautés.

RENCONTRE D'APPRENTISSAGE MUTUEL ENTRE LES PARTENAIRES ET LES AGRICULTEURS DU PROGRAMME IMPULSAS BOLIVIE, DÉCEMBRE 2025

À San Buenaventura, en Amazonie au nord de La Paz, une délégation de 40 personnes, composée d'agriculteur-rices et de technicien-nes des organisations partenaires APROSAR (Oruro), OEB (Tarija) et TIERRA (Mecapaca et communautés locales), en collaboration avec Uni4Coop, a participé à un échange d'expériences et d'apprentissage mutuel dans la zone d'action du programme (projet de TIERRA). La rencontre comprenait des allocutions et des présentations des organisations partenaires, des foires d'échange de produits et de matériels, ainsi que des visites de terrain auprès de communautés indigènes et interculturelles (indigènes et migrants andins) et dans les exploitations agricoles d'une association de femmes agricultrices. Ce programme d'échanges, de dialogue et de partage des connaissances a été très enrichissant.



MOMENT FORT 2025



Kuon Khom,
maitre-
agricultrice

LE RÔLE DES FEMMES DANS LA PROMOTION DE L'AGROÉCOLOGIE ET DE SYSTÈMES ALIMENTAIRES SÛRS

LE CAS DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE SAMAKI BRASAT TANGKRASANG DANS LA PROVINCE DE KAMPONG THOM

Samaki BrasatTangkrasang est l'une des trois **coopératives agricoles** (CA) actuellement soutenues par le **projet PaRTNER d'Uni4Coop** dans la province de Kampong Thom. Au sein de la structure de gestion, les femmes détiennent la majorité du pouvoir. Cinq des huit membres de son conseil d'administration sont des femmes, qui occupent des fonctions clés telles que la présidence, la vice-présidence ou encore la responsabilité du comité de contrôle interne.

principes agroécologiques et d'en assurer la diffusion auprès d'autres producteurs et productrices. Ces bonnes pratiques sont généralement diffusées lors de sessions de formation ou de journées de terrain. **Kuon Khom**, 55 ans, est l'une des maîtres-agricultrices de la coopérative. Sur une exploitation de 1.500 m², elle développe avec son mari une culture mixte, associant maïs, légumes-feuilles, légumes-fruits et arbres fruitiers. Sa parcelle, devenue ferme de démonstration, sert aujourd'hui de terrain d'apprentissage et de formation pour d'autres agriculteur-rices.

En 2025, avec le soutien du **projet PaRTNER**, de nombreuses pratiques agricoles résilientes au changement climatique ont été testées et présentées sur son exploitation, notamment des systèmes d'irrigation économes en eau, la production et l'utilisation d'intrants biologiques, ainsi que l'utilisation d'un petit tracteur pour la préparation des terres afin de réduire la main-d'œuvre humaine. Les résultats sont significatifs : l'adoption de ces pratiques agroécologiques a permis de multiplier ses revenus par quatre, passant de 150.000 riels (32,5 USD) à 600.000 riels (150 USD) par mois pour une superficie identique. Sa ferme contribue également à l'approvisionnement de la coopérative dans le cadre du programme de cantine scolaire de quatre écoles primaires locales, mis en œuvre avec le soutien du Programme alimentaire mondial (PAM).

DIFFUSION DES CONNAISSANCES ENTRE PRODUCTEUR-RICES

Avec l'appui du projet, la coopérative a mis en place un **système intégré de transfert de savoirs entre agriculteurs-rices** (Farmer-to-Farmer). Ce dispositif a permis de diffuser des connaissances en agriculture agroécologique — notamment pour la production de légumes, de riz paddy et de volaille — auprès de sept groupes de producteurs et productrices. Au cœur de ce mécanisme, les formateur-rices spécialisé-es en agriculture (Farmer SpecialistTrainers) jouent un rôle déterminant : iels renforcent les capacités des membres des groupes de producteur-rices, soutenant ainsi les activités collectives de la coopérative.

Chorn Khin, 46 ans, figure parmi ces formatrices spécialisées au sein de l'unité maraîchère. Son action couvre un large éventail d'activités de formation et d'accompagnement des producteur-rices : élaboration de plans de production garantissant un approvisionnement diversifié en légumes tout au long de l'année, transmission de savoir-faire techniques favorisant à la fois la productivité et la viabilité économique, ou encore maintien d'un approvisionnement en légumes de haute qualité au point de collecte de la coopérative agricole.

Un autre pilier du **système Farmer-to-Farmer** repose sur les maîtres-agriculteurs, dont le rôle est de mettre en pratique les

« Le système de transmission de producteur à producteur est un pilier essentiel de ma coopérative, car il permet aux agriculteurs expérimentés de transmettre leurs connaissances pratiques et leur expérience aux agriculteurs locaux sans engager de frais de formation élevés, mais aussi de tester rapidement des innovations locales prometteuses ». **Chorn Khin**, maitre agricultrice



“ Les techniques et les intrants fournis par le projet et la coopérative m'aident dans ma production maraîchère en augmentant mes rendements et mes revenus, et ils me permettent d'étendre ma superficie de culture. Je suis également ravie de partager mes connaissances avec d'autres agriculteurs. ”

Kuon Khom, maitre-agricultrice

“ Nous sommes ravis de fournir des produits frais et sûrs aux écoles. Nos produits sont cultivés sur place, principalement à l'aide d'intrants biologiques, ce qui nous évite de craindre que nos enfants ne consomment à l'école des produits dangereux provenant de sources inconnues. ”

Sam Sorn, 41 ans, membre du conseil d'administration de la coopérative Samaki Brasat Tangkrasang

DES PRODUITS FRAIS POUR LES CANTINES SCOLAIRES

Depuis le début de l'année 2025, Samaki BrasatTangkrasang a franchi une nouvelle étape en remportant un appel d'offres pour assurer l'**approvisionnement quotidien en produits agricoles frais** de ce programme de cantines scolaires. Cette initiative bénéficie chaque jour à des centaines d'enfants, qui reçoivent un petit-déjeuner équilibré avant le début des cours. Pour répondre à cette demande, une coordination étroite est assurée entre les groupes de producteur-rices et l'unité opérationnelle de la coopérative, sous la supervision directe du conseil d'administration. Les activités incluent la collecte, le tri, le calibrage, l'emballage et la distribution des produits de haute qualité en fonction des besoins quotidiens des écoles. Bien que cette organisation soit exigeante en temps et en main-d'œuvre — en particulier pour des membres du conseil d'administration, en majorité des femmes ,— elle garantit des revenus réguliers et stables à la coopérative et à ses membres.

DES PERSPECTIVES DANS LA PRODUCTION RIZICOLE

Dans une perspective de développement, la coopérative prévoit de lancer une activité de **rizerie** début 2026, avec le soutien du projet PaRTNER. Son objectif est de devenir le **principal transformateur et fournisseur de riz blanchi de haute qualité** au sein de sa communauté. Par ailleurs, elle envisage de valoriser les sous-produits du paddy, en particulier la balle de riz, en les transformant en biochar et en vinaigre de bois. Ces intrants biologiques seront ensuite promus et utilisés dans les productions agricoles des membres.

UNE « PRISE DE CONSCIENCE » POUR LES HOMMES

La sensibilisation aux questions de genre fait partie intégrante du projet PaRTNER. Dans le cadre des sessions de formation sur le genre destinées aux hommes bénéficiaires, des thèmes tels que l'analyse de genre, la masculinité positive et le dialogue familial ont été abordés. Au départ, de nombreux hommes considéraient ces thèmes comme superflus, voire sans rapport avec leur vie quotidienne.

À l'issue des sessions, de nombreux bénéficiaires masculins ont décrit cette expérience comme un « réveil après un long sommeil ». Ils ont déclaré avoir enfin compris que l'égalité des genres ne se résume pas à une simple répartition des rôles ou du pouvoir au sein de la famille, mais qu'il s'agit plutôt d'apprendre à communiquer, à partager les responsabilités, à se respecter mutuellement et à prendre des décisions en commun avec leur épouse, en tant que famille. Cette prise de conscience s'est notamment concrétisée lors du forum des hommes, organisé par l'organisation Banteay Srei dans la province de Kampong Thom, durant lequel les participants ont présenté leurs idées sur la manière de devenir « un mari exemplaire» (voir photo).



MOMENT
FORT
2025



BELGIQUE



1.087
PARTICIPANT·ES



9
PROJET



35
PARTENAIRES



511.480 €
DE BUDGET



“LA SCIENCE A-T-ELLE UN GENRE ?”

C’est une question qui a résonné dans les murs de la Faculté de Gembloux ces derniers mois grâce à Ucoopia et Zherot¹, le collectif anti-discrimination de la faculté de Gembloux Agro-BioTech. Début 2025, nous avons reçu un soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles via les financements « Alter Egaies » pour **déconstruire les stéréotypes de genre dans la science** par le biais de différentes activités : formations, projection, interviews et création d’une exposition.

.....
1 Ce collectif actif au sein de la faculté de Gembloux Agro-BioTech s’inscrit dans une démarche de lutte contre toutes les formes de discriminations (racisme, validisme, sexisme, classicisme, LGBTQIA+ phobie...) et dans une volonté d’aboutir à des changements concrets.



UN CINÉ-DÉBAT « ELECTRONS LIBRES »

Dans le cadre du projet, nous avons projeté le documentaire « Electrons libres », réalisé par Safia Kessas, qui retrace le parcours de 6 femmes scientifiques : « *Dans ce film, elles se dévoilent : elles partagent leur parcours, présentent leurs travaux révolutionnaires et révèlent les obstacles qu’elles ont surmontés en tant que filles et femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l’ingénierie et des mathématiques* » (extrait du synopsis du film).

Cette projection a rassemblé **une quarantaine de personnes** : professeur·es, étudiant·es, doctorant·es. À la suite du film, la collective Barbaria, une collective féministe et anti-raciste de Liège, a animé un débat mouvant autour des discriminations à l’Université à travers, notamment, le prisme de l’intersectionnalité. Après avoir présenté quelques chiffres et recherches sur les inégalités de genre, la collective a amené le public à questionner sur sa position et à ancrer ses réflexions dans le campus de Gembloux. Cet échange a permis d’ouvrir le spectre des discriminations à d’autres dimensions telles que la classe sociale, la race, l’orientation sexuelle, etc.

LES CARRÉS GENRE « LES MASCULINITÉS »

Quand on parle d’inégalités de genre, nous remarquons que ce sont souvent les femmes qui se sentent concernées par les enjeux de l’égalité, qui participent aux activités et qui contribuent à faire avancer les réflexions. Mais qu’en est-il de

la position des hommes sur ces réflexions ? Quel est leur rôle à jouer dans la **déconstruction des stéréotypes sexistes** dans le milieu académique et scientifique ?

Lors d’une après-midi, nous nous sommes réuni·es avec les membres de Zherot dans le but d’approfondir cette question entre nous et de prendre connaissance du concept de « Masculinité » : par qui a-t-il été théorisé ? En quoi consiste-t-il ? Etc. Nous avons mobilisé l’outil du Monde selon les Femmes, « **Les carrés genre: Masculinités** », pour approfondir ces réflexions et faire émerger des questionnements qui se sont retrouvés dans le guide d’entretiens à destination des professeurs hommes.

DES TÉMOIGNAGES DE MEMBRES DU PERSONNEL ACADÉMIQUE

Un des aspects phares de ce projet a été la création d’une exposition. Nous avons à cœur de construire cette exposition en lien avec les personnes qui vivent la science, qui ont des parcours académiques et qui peuvent en témoigner. Entre novembre 2024 et juillet 2025, nous avons réalisé des interviews de membres du personnel académique, 10 femmes et 5 hommes. Ces contenus nous ont permis d’illustrer des concepts et de prendre connaissance de vécus au sein de la faculté.



L’EXPOSITION « LA SCIENCE A-T-ELLE UN GENRE ? »

Nous avons décidé de comprendre les **mécanismes d’invisibilisation** des femmes dans la science, les carrières académiques et les publications de recherches via cette exposition construite sur base de chiffres et de statistiques, de concepts, de faits marquants, des témoignages... La mise en page des planches a été réalisée en collaboration avec les graphistes du CPIG, deux ancien·nes étudiant·es de la faculté de Gembloux qui font de la vulgarisation scientifique.

Plusieurs enjeux sont abordés dans l’exposition, notamment :

- Des constats généraux sur les inégalités de genre dans la science, et la situation à l’ULiège.
- Les mécanismes d’invisibilisation des femmes dans la science et les obstacles qu’elles rencontrent.
- La part de responsabilités des hommes dans ce mécanisme et le concept de masculinités.
- Les mécanismes de discriminations et le concept « d’intersectionnalité »
- Comment construire une université ouverte et inclusive ?



DU CÔTÉ DE L’ÉDUCATION PERMANENTE

En octobre, Ucoopia, rassemblant de nombreux partenaires académiques et associatifs liégeois, a initié et coordonné un **forum ouvert intitulé « Ruptures partout : réinventons la démocratie »**. L’objectif : rassembler les secteurs associatifs, académiques, les jeunes et les citoyen·nes pour réfléchir collectivement aux fractures démocratiques, sociales, technologiques et environnementales qui traversent nos sociétés. La soirée s’est structurée autour de tables de discussions thématiques, permettant aux participant·es d’explorer différentes dimensions de ces « ruptures » et d’envisager des pistes d’action. À la suite de ce forum ouvert, deux groupes de travail se sont constitués pour prolonger les réflexions qui mèneront à un deuxième événement grand public prévu fin juin 2026.

Accéder au n° 10 du « Cultivons le Futur », tiré des réflexions du forum ouvert



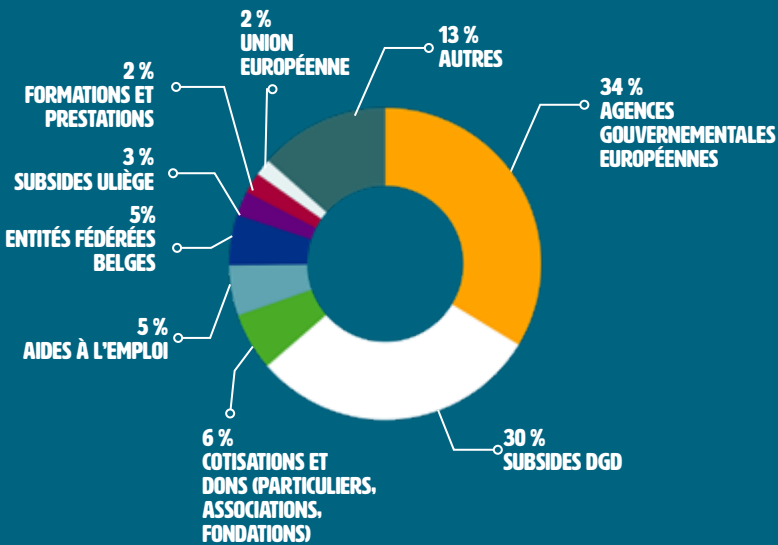
UN WEEK-END DE SLAM ET DE PUISSANCE COLLECTIVE !

En mars 2025 s’est tenu le cycle “Poésie et slam interculturels : Donnons de la voix !”, trois journées pour créer des liens de confiance, comprendre le racisme systémique via un arpentage, et puis s’initier à la poésie et au slam via l’accompagnement de Julie Lombé, slameuse professionnelle. Partant de leurs émotions et vécus personnels, les “apprenti·es” slameur·euses ont ensuite donné corps et voix à leur texte lors d’une soirée à la Casa Nicaragua pour partager leur rêve d’une société sans discriminations.

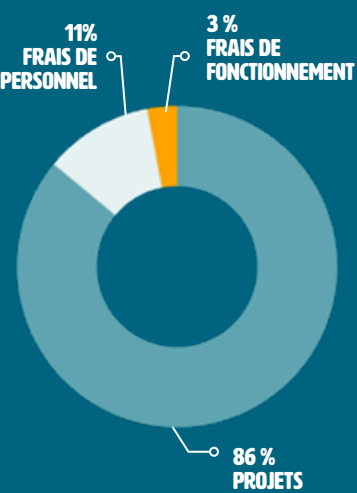


RAPPORT FINANCIER

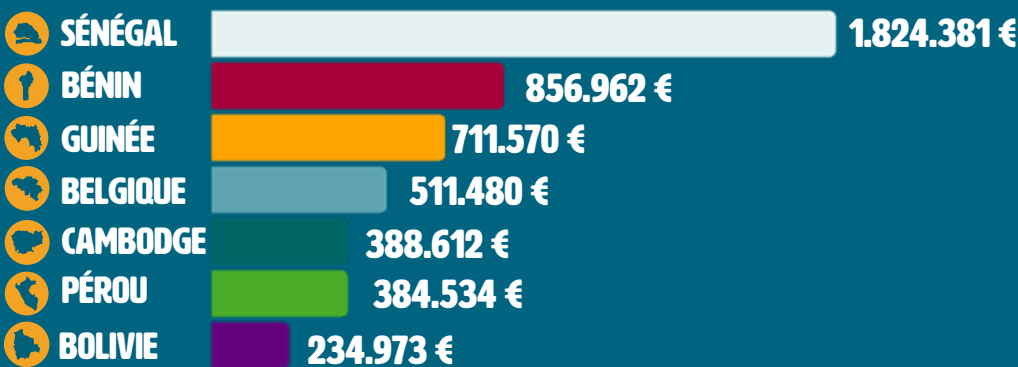
RECETTES 2025
5.735.964 €



DÉPENSES 2025
5.731.915 €



DÉTAILS PROJETS



NOS SOUTIENS



STAGIAIRES ET VOLONTAIRES

18
STAGIAIRES
ET
VOLONTAIRES

8
EN BELGIQUE

5
AU SÉNÉGAL

4
AU CAMBODGE

1
AU PÉROU

Nous tenons à remercier l'ensemble des stagiaires et volontaires qui ont contribué à la bonne réussite des activités et projets d'Eclasio en 2025. Votre investissement et votre enthousiasme ont marqué positivement chaque projet auquel vous avez participé.

En Belgique, nous remercions Adiara, Alix, Elisa F, Eloni et Elisa A. pour leur soutien à nos projets d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire, à Liège et Gembloux. Elles ont notamment appuyé la rédaction d'appels à projets et participé à la préparation et l'animation d'activités pour le projet Femmes et Science (voir pp. 22-23), le projet de slam interculturel (p.23) et les ateliers de cuisine Papote et Popote à Gembloux. Merci pour votre belle énergie et votre motivation !

Merci également à Brieuc, étudiant en géographie à l'ULiège, pour son travail de qualité dans la réalisation de fiches climat pour nos pays d'intervention, ainsi qu'à Gaëtan, étudiant bioingénieur à Gembloux Agro-Bio Tech, dont le travail consistait à évaluer la performance de la transition agroécologique dans des exploitations familiales au Bénin.

L'équipe communication remercie tout particulièrement Bastien, étudiant en alternance, qui, durant près de deux ans, a mis toute son énergie, son professionnalisme et son enthousiasme au service de la construction de la nouvelle identité d'Ucoopia et de l'appui à la communication d'Eclasio et d'ULB-Coopération.

Au Sénégal, merci à Théophile, Aissatou, Maimouna, Alimatou et Magatte pour leur implication et leur contribution à la bonne mise en oeuvre de nos projets PAFIV, Systèmes Alimentaires Durables et BioMicNet.

Au Cambodge, nous remercions Zoé, Phirum, Sam et Tit pour leur implication dans nos projets, notamment à travers la réalisation de leurs mémoires de fin d'année portant sur les dispositifs de protection sociale pour les coopératives agricoles et sur l'étude des composts et engrais minéraux.

Au Pérou, merci à notre volontaire Manuel, qui a, durant plusieurs mois appuyé les agriculteurs-chercheurs du projet SAMA dans le monitoring des sources et cours d'eau, ainsi que dans l'organisation d'ateliers.

ENVIE DE RÉALISER
VOTRE STAGE OU
VOTRE MÉMOIRE PARM
NOUS ? CONTACTEZ-NOUS À
L'ADRESSE :
INFO@UCOOPIA.ORG

FAITES UN DON !

Merci à toutes celles et ceux qui nous soutiennent ! Votre générosité nous permet de renforcer notre action et d'accompagner durablement nos partenaires. En cette année marquée par la fusion, nous unissons nos forces pour agir plus largement et plus efficacement. Rejoignez cet élan : chaque don compte et fait la différence.

Soutenez-nous en faisant un don sur le compte d'Ucoopia BE04 5230 8027 2831 avec en communication « don + VOTRE NUMERO NATIONAL »
Merci infiniment !

GESTION DE L'INTÉGRITÉ

L'intégrité est au cœur des valeurs d'Ucoopia. Nous disposons de mécanismes de gestion de l'intégrité conjuguant prévention, détection, et prise en charge. Les plaintes relatives à l'intégrité peuvent être adressées à l'adresse signalement@ucoopia.org
Aucune plainte n'a été signalée en 2025.

UCOOPIA, MEMBRE DU CONSORTIUM UNI4COOP



En 2025, dans un environnement politique peu propice à la coopération internationale, Uni4Coop — le consortium rassemblant les quatre ONG universitaires francophones — réaffirme avec force sa mission. Sur les campus comme dans les pays partenaires, il met en œuvre des actions visant à développer l'esprit critique, renforcer l'engagement citoyen et promouvoir la solidarité, en donnant aux étudiant-es et à ses partenaires les moyens de faire face aux grands enjeux globaux.

MANGROVES : CONCILIER PRÉSERVATION ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

En 2025, dans le cadre de l'outcome mangroves Uni4Coop, Ucoopia a déployé ses actions au Bénin, en Guinée, à Madagascar et au Sénégal.

Les mangroves jouent un rôle majeur dans l'équilibre des territoires côtiers : elles protègent les côtes, soutiennent la pêche et d'autres activités locales, stockent du carbone et fournissent des services écosystémiques indispensables aux communautés riveraines. Ces écosystèmes sont cependant soumis à de fortes pressions : exploitation du bois, surexploitation des ressources, érosion côtière et effets déjà visibles du changement climatique, ce qui renforce la nécessité d'une protection construite avec les populations qui en dépendent directement.

En Guinée, les interventions se déploient dans les préfectures de Boffa, Dubréka et Boké, avec un double objectif : réduire les pressions sur les mangroves et améliorer les conditions de vie des populations riveraines. Le renforcement de la gouvernance locale constitue un pilier central de cette approche.

En 2025, nous avons appuyé quatre comités de veille, accompagné 71 producteurs et productrices, formé 87 personnes, et produit en pépinière plus de 4.200 plants d'*Avicennia*, une espèce de palétuviers. Les comités, composés d'acteurs locaux, jouent un rôle clé dans l'observation des usages, la prévention des infractions, la sensibilisation des habitant-es et le dialogue avec les autorités. Le projet a également soutenu le développement d'activités économiques plus durables, comme l'apiculture et le fumage amélioré du poisson, afin de réduire la dépendance aux pratiques les plus destructrices pour la mangrove.

Au Sénégal, les interventions s'ancrent principalement dans la Réserve naturelle communautaire de Palmarin. En 2025, le projet a poursuivi le renforcement de la surveillance participative, de la sensibilisation environnementale et du soutien à des activités compatibles avec la conservation.

28 personnes ont participé au dispositif de veille communautaire, 48 infractions ont été recensées et enregistrées dans une base de données digitale, et la semaine de sensibilisation à l'environnement de la réserve a rassemblé plus de 500 participants. La surveillance régulière couvre plus de 2.000 hectares de mangroves, tandis que 8,4 hectares de plantations antérieures continuent à faire l'objet d'un suivi scientifique. L'apiculture s'y confirme comme une filière porteuse, avec 9 ruchers, 87 ruches et environ 40 apiculteurs et apicultrices formé-es, contribuant à la fois à la diversification des revenus locaux et à la préservation des ressources dont dépendent la pêche, l'exploitation des huîtres et des moules, ainsi que la collecte de produits forestiers non ligneux.

VERS UNE GESTION INCLUSIVE DES SAVOIRS : CADRES, PRATIQUES ET EXPÉRIMENTATIONS

Dans le cadre de l'outcome « Gestion Inclusive des Savoirs » (GIdS), Uni4Coop s'est doté en 2025 d'un cadre théorique afin de structurer l'analyse des actions de terrain et de clarifier son positionnement. Parallèlement, quatre études de cas ont été produites : sur l'inclusion des usagers des soins de santé à Kinshasa, sur les Champs-Écoles Paysans, sur la gestion communautaire de l'eau au Pérou, et sur le Festival Mangal comme espace de décloisonnement des savoirs au service de la biodiversité et des mangroves.

Ces études de cas ont notamment été présentées et discutées lors d'une conférence autour de la pluralité des savoirs, organisée en novembre 2025 dans le cadre de la Semaine Internationale de l'ULiège.

Toujours en 2025, Uni4Coop a lancé une communauté d'apprentissage et de pratique (CAP) dédiée à l'égalité de genre, dont les résultats ont été capitalisés dans un guide coordonné par notre équipe et disponible en ligne.

Sur le terrain des actions concrètes ont vu le jour. Ainsi en RDC, un comité scientifique a été initié par Ucoopia et ses partenaires en 2023. Il s'agit d'un espace territorial de concertation et de partage de connaissances réunissant chercheurs, ONGs, gestionnaires d'aires protégées et acteurs institutionnels. Lieu de dialogue entre sciences et action (colloque, atelier, formation), il vise à produire et mobiliser des savoirs interdisciplinaires utiles à l'action de terrain.

Au Bénin, une expérimentation a été réalisée sur l'approche GIdS dans les systèmes alimentaires durables en collaboration avec l'Université de Parakou (Pr Moumouni). L'objectif était de restituer auprès des communautés et mettre en dialogue, de manière plus inclusive, les résultats de l'évaluation des performances de l'agroécologie réalisée avec l'outil TAPE (Tool for Agroecology Performance Evaluation), développé par la FAO.



Expérimentation GIdS sur les systèmes alimentaires durable au Bénin



Campus en Action 2025

MOBILISER, COMPRENDRE, AGIR : L'ECMS AU CŒUR DES CAMPUS

L'année 2025 s'inscrit dans un contexte politique et social marqué par de fortes incertitudes en Belgique : fragilisation du secteur associatif, tensions budgétaires, débats sociétaux polarisés autour des questions climatiques, migratoires et des inégalités sociales. Dans ce paysage mouvant, les activités d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire (ECMS) portées au sein du consortium Uni4Coop ont joué un rôle essentiel comme espaces de réflexion critique, de dialogue et de mobilisation étudiante.

Tout au long de l'année, l'équipe ECMS Uni4Coop a poursuivi et consolidé ses dispositifs phares sur les campus. Les Demi-Journées d'Échange sur la Souveraineté Alimentaire (DJESA) ont, une nouvelle fois, rencontré un vif succès, en combinant approches culturelles, analyses systémiques et discussions participatives. Sur plusieurs campus, ces moments ont permis aux étudiant-es de relier enjeux locaux et globaux et de réfléchir à leur rôle en tant que citoyen-nés.

La montée des conflits armés dans le monde a également fait la Une de l'actualité en 2025. C'est la thématique choisie pour le week-end « Campus en Action », qui s'est déroulé en novembre à Bruxelles. La couverture médiatique du génocide à Gaza et les raisons du conflit dans l'Est de la RDC ont été débattues et analysées par 30 étudiant-es de différentes disciplines et universités. Cet événement a favorisé l'interdisciplinarité, l'intelligence collective et l'engagement concret. Les participant-es ont pu expérimenter des méthodes actives, réfléchir en équipe et transformer des constats critiques en pistes d'action réalistes.

Parallèlement, l'intégration de l'ECMS dans les cursus de formation – notamment auprès des futur-es enseignant-es – s'est poursuivie. Ces interventions ont contribué à ancrer durablement l'ECMS dans les parcours académiques et à renforcer les compétences pédagogiques et critiques des étudiant-es. En 2025, plusieurs centaines d'étudiant-es ont ainsi été touché-es par les actions ECMS Uni4Coop. Les retours recueillis soulignent une meilleure compréhension des interdépendances mondiales, un renforcement du sentiment de légitimité à agir et, pour certain-es, l'envie de s'engager davantage dans la vie associative ou citoyenne.

L'année n'a toutefois pas été exempte de défis : charge de travail accrue pour les équipes, attentes institutionnelles multiples, nécessité de concilier innovation et continuité. Ces contraintes ont été l'occasion de renforcer les coordinations internes, de mutualiser les outils et de consolider des dispositifs déjà éprouvés.

Parmi les réussites dont l'équipe est particulièrement fière en 2025, on retient la capacité à maintenir une forte mobilisation étudiante malgré le contexte, ainsi que la reconnaissance croissante de l'ECMS comme un espace légitime de formation critique au sein des universités. Plus qu'une succession d'activités, 2025 aura été une année de consolidation, confirmant la place centrale de l'ECMS dans l'accompagnement des étudiant-es vers un engagement citoyen éclairé.

DES ATELIERS COMMUNS POUR ÉVALUER NOS PROGRAMMES LIÉS AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES DURABLES

En 2025, Uni4Coop a réalisé l'évaluation intermédiaire des programmes liés aux systèmes alimentaires durables. Les résultats des actions menées au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, à Madagascar, en RDC, au Sénégal et au Togo ont ainsi été analysés. Ces ateliers ont été organisés sous forme de Communautés d'Apprentissage et de Pratiques (CAP), favorisant la création et le partage de connaissances.

Plusieurs stratégies prometteuses ont été identifiées au terme de ce processus, concernant notamment l'augmentation des revenus, l'accroissement de la biodiversité agricole, l'amélioration de la productivité, l'employabilité des jeunes et l'amélioration de la qualité nutritive et de la diversité des aliments préparés par les femmes rurales.